

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CITE&ID_NUMPUBLIE=CITE_008&ID_ARTICLE=CITE_008_0035

André Gorz, l'utopisme réaliste et le syndicalisme intégral

par Luc BOROT

| Presses Universitaires de France | Cités

2001/4 - n° 8

ISSN 1299-5495 | ISBN 2130518931 | pages 35 à 49

Pour citer cet article :

– Borot L., André Gorz, l'utopisme réaliste et le syndicalisme intégral, Cités 2001/4, n° 8, p. 35-49.

Distribution électronique Cairn pour Presses Universitaires de France .

© Presses Universitaires de France . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

André Gorz, l'utopisme réaliste et le syndicalisme intégral

LUC BOROT

Depuis les années 1970, André Gorz élabore son projet de réduction du temps de travail salarié et de socialisation du travail productif. L'un des points culminants de ce cheminement théorique fut, en 1980, les *Adieux au prolétariat*¹, qui envisageait – avec plus de lucidité visionnaire que les futurologues les plus en vue² – l'apparition d'une catégorie de personnes sans emploi salarié fixe, qu'il voyait devenir à terme plus nombreuse que la classe ouvrière industrielle. Si l'on peut débattre de l'exactitude de son pronostic en termes numériques, on ne peut contester qu'il avait perçu l'importance sociale et idéologique des problèmes posés par ce nouveau groupe dans la société, et que ses craintes quant à la faiblesse de leur poids politique ont été vérifiées. On ne va pas se livrer ici à une évaluation de la prospective chez Gorz ; on se contentera d'étudier certaines dimensions de son discours sur la rupture avec le travail comme valeur fondatrice. Quand il formulait ses premières utopies, comme dans *Écologie et liberté* en 1977³, le PSU se penchait sur des plans de rupture autogestionnaire avec le modèle salarial. Dans les vingt ans qui ont suivi, Gorz a repris ses idées, dans une société considérablement modifiée (sciences de l'information et de la communication, déjà entrevues dans les *Adieux*, explosion du

35

*André Gorz,
l'utopisme réaliste
et le syndicalisme intégral
L. Borot*

1. André Gorz, *Adieux au prolétariat*, Paris, Galilée, 1980.

2. Voir la critique d'Alvin Toffler dans André Gorz, *Misères du présent. Richesse du possible*, Paris, Galilée, 1997, p. 47.

3. André Gorz, *Écologie et liberté*, Paris, Galilée, 1977.

tertiaire, mutation idéologique néolibérale en Occident, effondrement des modèles industriels allemand et japonais), et il a prolongé sa réflexion sur la société postindustrielle par une méditation sur ce que peut être un mouvement socialiste postmarxiste¹. Ce faisant, à tous les stades de son évolution, il est resté attaché à des schèmes de pensée utopistes. Comment analyser ces tendances utopistes face aux projets politiques contemporains des *Adieux* ? En effet, certains arguments des programmes du PSU de 1977 à 1981² recourent certaines projections de Gorz. La discussion des faiblesses de l'utopisme de Gorz servira à se demander, face au dialogue des politiques avec l'utopie, s'il est possible à la cité réelle de se passer des réflexions sur la cité possible.

TRAVAILLER TOUS ET MOINS

Pour André Gorz, il semble bien que la réforme politique n'a aucun sens si elle renonce à réaliser l'utopie. Partisan de l'écologie politique dans une perspective socialiste dès les années 1970, il parlait dans un contexte intellectuel où les prospectivistes portés par l'optimisme technocratique des « Trente Glorieuses » annonçaient la fin de l'effort au travail grâce au triomphe de la technique. Partageant avec les marxistes la croyance en un progrès technique libérateur, ces auteurs jouissaient d'une audience importante dans les médias comme parmi les décideurs. La démarche de Gorz consiste à mettre les sciences sociales au service d'une rupture dans la société. Dans son œuvre, on est frappé par la difficulté à répondre à cette question politique cruciale : Quel est le relais entre les conclusions tirées de l'étude socio-économique, d'une part, et le déclenchement de la décision, dans la société, d'une rupture avec le salariat, de l'autre ? Dans l'utopie publiée en annexe des *Adieux*, on apprend qu'un jour un gouvernement annonce que les fonctions indispensables de service et de production seront désormais assurées par tous selon un roulement dans leur vie, et que tous auront une égale liberté de s'éduquer et de créer, sans que

1. André Gorz, *Métamorphoses du travail. Quêtes du sens*, Paris, Galilée, 1988 ; *Capitalisme, socialisme, écologie. Désorientations. Orientations*, Paris, Galilée, 1991.

2. Michel Mousel et la commission économique du Parti socialiste unifié, *L'utopie réaliste. Une autre logique économique pour la gauche*, Paris, Christian Bourgois, 1977 ; *Pour vivre, produire, travailler autrement. Programme autogestionnaire présenté par le PSU*, Paris, Syros, 1978 ; Huguette Bouchardeau et un collectif, *Tout est possible*, Paris, Syros, 1978.

quiconque ait à perdre de son éloignement de la production¹. Il annonce aussi la création d'ateliers collectifs, une réforme fiscale et une réduction du temps de travail. Plusieurs questions se posent, dont une que certaines utopies résolvent par un mythe des origines, mais que Gorz laisse sans réponse : D'où vient la décision ? On pourrait la formuler autrement, dans l'histoire des utopies : Qui est l' « Utopus » de cette utopie ? Qu'est-ce qui a conduit ce gouvernement à ces décisions ? Dans la logique interne du système de Gorz, on peut aussi se demander : Quelle est l'articulation entre la constatation de la possibilité d'une réforme de la société et la mise en œuvre de celle-ci dans une société complexe ?

Dans ses travaux plus récents, André Gorz renvoie régulièrement aux *Adieux* comme à un point de départ crucial de sa réflexion sur la mutation sociale en rapport avec le travail. Devant la crise de l'emploi industriel, il envisageait dans cet ouvrage de 1980 un monde dans lequel une masse croissante de non-travailleurs se trouverait mise en compétition avec un nombre décroissant de travailleurs intégrés, aux dépens des prérogatives des seconds comme des droits minimaux des premiers. Il distingue deux sphères d'activité humaine : la sphère de l'hétéronomie et celle de l'autonomie, et prône une articulation sociale et planifiée de ces deux sphères, permettant à chacun de développer les valeurs de la seconde sphère sans que la société ait à souffrir de la nécessité d'œuvrer dans la première, grâce à la subordination de celle-ci aux finalités de la sphère de l'autonomie.

La première assure la production programmée, planifiée, de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et au fonctionnement de la société, le plus efficacement et donc avec la moindre consommation d'efforts et de ressources. Dans la seconde, les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels et immatériels, non nécessaires et conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun. La richesse de la société, les besoins primaires étant satisfaits, se mesure à la variété et à l'abondance des outils conviviaux de toute nature que chacun peut utiliser en permanence, dans les ateliers installés dans les communes, les quartiers, les voisinages, les immeubles².

L'une des améliorations espérées de la vie humaine consisterait en la possibilité, pour les individus,

[...] d'attribuer une importance égale à leur travail socialement déterminé et à leur activité autonome et de trouver un équilibre d'autant plus heureux dans

1. Gorz, *Adieux*, annexe V : « Une utopie dualiste », *op. cit.*, p. 233-241, tiré d'*Écologie et société*.

2. *Ibid.*, p. 137.

l'alternance de l'un et de l'autre que la différence entre l'un et l'autre sera grande. Cette alternance pourra du reste rythmer la vie de chacun selon des cycles quotidiens ou hebdomadaires, ou saisonniers, ou pluriannuels¹.

Cette conception qu'il qualifie de « dualiste » lui semble permettre une forte réduction du temps de travail et une amélioration de la condition humaine, mais avec une dose considérable de réalisme :

[I]l est possible de réduire très fortement le temps de travail requis de chacun pour produire le nécessaire, mais il n'est pas possible, en revanche, de rendre gratifiants et épanouissants pour ceux qui les accomplissent *chacun* des travaux socialement nécessaires².

Gorz était déjà méfiant envers une conception de la réduction du temps de travail qui ne s'accompagnerait pas d'une modification sociale profonde pour articuler les deux sphères, et qui prétendrait déboucher vers une société des loisirs, dont il craignait qu'elle ne livre les individus plongés dans le « temps vide du "loisir" » aux « marchands d'oubli [*sic*] » et au « repli de chacun sur la sphère privée »³. À l'encontre du loisir et de sa vacuité, Gorz insiste sur la nature socialisée de la sphère de l'autonomie, où tous les moyens seraient donnés par la société à la communauté locale pour autoproduire et réparer les biens de consommation utiles les plus courants, et pour se cultiver et développer sa créativité.

Gorz explique dans *Métamorphoses du travail* ce qu'il appelle « l'utopie du travail » de Marx telle qu'elle apparaît dans les *Manuscrits de 1844*, dans les *Grundrisse* et le *Capital*⁴, et telle que Marx et Engels cherchent à la formuler dans *L'Idéologie allemande*. Dans ce dernier texte, elle se distingue, dit Gorz, des autres utopies par son caractère non contraignant, avec cette finalité :

Chaque individu sera « en tant qu'individu », par la médiation de la collaboration volontaire, maître de la totalité des forces productives, son « travail » deviendra son « activité volontaire » (*Selbsttätigkeit*) d'« individu total »⁵.

1. *Ibid.*, p. 138.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, p. 123.

4. Gorz, *Métamorphoses du travail*, *op. cit.*, p. 38-46.

5. *Ibid.*, p. 42.

À cet égard, la question à résoudre dans l'utopie dualiste consisterait à savoir s'il sera permis à quiconque de faire de l'art son métier dans la sphère de l'hétéronomie, ou, si la création devait se dérouler dans l'autre sphère, s'il faudrait payer le droit d'être artiste peintre tout court par un service obligatoire dans l'hétéronomie, ou encore par des services multiples dans l'autoproduction quotidienne de la sphère de l'autonomie. Cette sphère est-elle compatible avec la spécialisation, même pour l'artiste ? Si la sphère de l'hétéronomie se définit, comme dans les *Adieux*, par « les activités salariées et marchandes effectuées pour le compte d'un tiers (ce tiers fût-il l'État)¹ », qu'en serait-il, dans l'utopie dualiste, de la création artistique professionnelle ?

Les espérances de Gorz semblent donc converger avec celles du premier Marx, même s'il adapte les projets politiques qu'il propose à la gauche politique et syndicale aux circonstances d'une société postindustrielle et d'un mouvement social postmarxiste. Les essais rassemblés dans *Capitalisme, socialisme, écologie* mettent l'accent sur le passage nécessaire de l'étude de la société à une action politique. Pour Gorz, le socialisme comme système est mort, et il agonise en tant que mouvement politique. Sa philosophie de l'histoire et du travail est démentie par l'histoire « et par les changements techniques qui conduisent à l'extinction sinon du prolétariat, du moins de la classe ouvrière »². Non seulement le travail n'est plus une valeur pour les individus, mais il n'est plus aussi nécessaire de travailler le plus clair de sa vie³. Si 15 % d'une population se définit par son travail, alors revendiquer la libération des travailleurs ne concerne que ceux-là. Il faut donc se soucier de ceux qui sont aux marges de ce travail salarié historiquement hérité de la révolution industrielle⁴. La sortie de cette crise du travail et de la misère peut venir des emplois que les fondateurs de l'économie politique considéraient comme improductifs, mais sans doute pas en professionnalisant « les activités quotidiennes et élémentaires de la vie ». Il s'agit de sortir de la société salariale et de l'idée de plein emploi en projetant « une société de "pleine activité" dans laquelle le revenu de chacun ne sera plus le prix auquel il vend son travail »⁵.

1. Gorz, *Adieux*, *op. cit.*, p. 122-123.

2. Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, *op. cit.*, p. 9.

3. *Ibid.*, p. 10-11.

4. Dans *Métamorphoses du travail*, *op. cit.*, p. 271-272, Gorz redoute le seuil des « 50 % de marginaux ».

5. Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, *op. cit.*, p. 12.

Gorz critique la culture du travail pour laquelle « le travail, c'est la vie ». Une telle conception, écrit-il,

consolide les rapports capitalistes de production et de domination et légitime les privilèges d'une élite du travail qui, malgré l'existence de millions de chômeurs, tient pour incompatible avec sa fierté professionnelle et son éthique du rendement une réduction de la durée du travail susceptible de créer des emplois supplémentaires¹.

Face à de pareilles conceptions, il est impératif que le travail salarié soit libéré en travail autonome, ce qui représente un défi pour les métiers des activités postindustrielles, qui ne peuvent pas être considérées comme constituant une unité, ni même parfois un métier. Dans le monde actuel, dans les sociétés postindustrielles où la formation précède l'entrée dans le monde du travail, il y a toujours « un excédent de facultés et d'aspirations qui n'auront pas la possibilité de se réaliser dans le travail (le travail réellement existant) »². Le défi devient donc « la réduction de la durée du travail à l'échelle de la vie entière » et « à l'échelle de l'année », et tenant compte du fait que de moins en moins de gens ont un emploi stable³.

Les projets de mise en œuvre de la réforme sociale désirée sont étayés par des calculs aussi bien que par des recours à une mythologie de l'ouvrier pré-industriel. Selon André Gorz, il conviendrait de viser une durée annuelle du travail qu'il évalue, selon les textes, entre 1 000 et 1 380 heures, avec une semaine de trente heures et le droit pour tous à une année sabbatique. Il conçoit notre société comme n'ayant plus besoin du travail de tous en permanence, et pose donc la possibilité d'un « droit d'interrompre la vie de travail pendant des périodes relativement importantes »⁴. Les calculs sur le nombre d'heures de travail annuel personnel nécessaires à l'échelle de la société pour assurer tous les besoins se retrouvent dans toute son œuvre. Dans d'autres chapitres de *Capitalisme, socialisme, écologie*, il évoque d'abord la baisse du temps de travail annuel à plein temps en Allemagne, de 2 150 heures en 1960 à 1 650 heures en 1990, puis il parle du passage à une semaine de trente, puis vingt-huit, puis vingt-quatre heures⁵. En 1988, dans *Métamorphoses du travail. Quête du sens*, il éclairait ses propositions sur la maîtrise du temps et le travail

1. *Ibid.*, p. 117.

2. *Ibid.*, p. 122-123.

3. *Ibid.*, p. 123.

4. *Ibid.*, p. 152.

5. *Ibid.*, p. 11, 65.

intermittent par le calcul suivant : si la durée annuelle du temps de travail est de 1 600 heures pour deux cent journées, ou quarante semaines, ou neuf mois un quart, avec un salaire versé toute l'année, alors il doit être possible de baisser la durée du travail à « 1 400, 1 200 puis 1 000 heures par an » pour que ceux qui le désirent puissent dégager des plages continues de « temps disponible ». On notera la continuité entre la critique du « loisir » comme temps « vide » dans les *Adieux* en 1980, et cette affirmation, en 1988, d'un temps « disponible », qui rejoint le projet d'une subordination de la sphère de l'hétéronomie à celle de l'autonomie¹.

Cela signifie que Gorz pense qu'il n'est possible de supprimer ni la sphère de l'hétéronomie, ni l'État, comme il l'explique dans *Misères du présent. Richesse du possible* et dans son entretien avec Françoise Gollain². D'inspiration sartrienne plus que marxiste, Gorz croit qu'il faut encourager un socialisme écologique d'inspiration libertaire (mais non anarchiste) qui encouragerait l'autonomie des individus. C'est sur le modèle de l'autonomisation de mouvements comme les SELs, par exemple, que Gorz envisage à la fin des années 1990 le mouvement de rupture, mais il reste, nous semble-t-il, toujours aussi évasif sur les modalités de rupture à l'échelle d'une société entière.

Singulièrement, on relève aussi, face à l'insistance sur la quantification des besoins de la société en matière de travail à plein temps, une dimension d'idéalisation de la condition humaine et de la condition du travailleur pré-industriel. La nostalgie du noyau villageois et de l'artisanat semble chère à l'imaginaire social d'André Gorz, notamment dans *Capitalisme, socialisme, écologie*. Dans le chapitre 6 de cet ouvrage de 1991 déjà cité, il commence par définir le travail comme « une invention de la modernité, plus exactement une invention du capitalisme industriel ». Il évoque un monde dans lequel « l'autoproduction domestique et l'économie villageoise » suffisaient à satisfaire des besoins essentiels. Il s'agissait alors d'assurer des activités selon une « division des tâches » (il ne parle pas de « division du travail ») entre les sexes et les générations. Dans ce monde idéalisé, il n'y aurait pas eu, selon lui, de tâches interchangeables, toutes les tâches étant « incommensurables »³. On n'est pas loin du rêve marxien

1. Gorz, *Métamorphoses*, op. cit., p. 239.

2. Gorz, *Misères*, op. cit., p. 176-177 ; Françoise Gollain, *Une critique du travail entre écologie et socialisme. Suivi d'un entretien avec André Gorz*, Paris, La Découverte, 2000, p. 64-65 pour un exposé de l'autonomie chez Gorz, p. 230-232 et *passim* dans l'entretien.

3. Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, op. cit., p. 111-112.

du début de *L'Idéologie allemande*, où était esquissée la succession des modes de production¹. Au chapitre suivant, après avoir calculé les espérances de réduction de la durée annuelle du travail, Gorz évoque le compagnonnage à propos de la revendication d'interrompre la vie de travail :

Jusqu'au début du xx^e siècle, les compagnons et les ouvriers de métier se sont toujours arrogé ce droit. Le droit de changer, de voyager, d'expérimenter faisait pour eux partie de la dignité humaine².

On ne peut manquer de relever ici un mythe en construction au cœur d'un traité utopisant : il est ici question de dignité humaine comme valeur fondamentale d'une population ouvrière qui fut une élite, même si cette idée d'élite n'est pas esquissée. Plusieurs dimensions du problème sont escamotées au passage : 1 / la valeur fondamentale du compagnonnage est le métier, donc le travail y est le fondement de la dignité humaine ; 2 / la recherche en histoire sociale dans les dernières décennies a montré combien la condition du compagnon chez son maître pouvait être misérable, et combien il pouvait être dépendant de celui-ci et prisonnier des règles de monopole qui régissaient son activité³ ; 3 / la confusion des sphères que Gorz a définies : le travailleur fier et indépendant s'arrogé des privilèges sans demander de comptes à personne ; c'était le temps béni où le travail « réel » ne se distinguait pas dans ses logiques de la sphère de l'autonomie. Pour Gorz, il semble qu'il y ait eu un temps où l'on assurait des activités, et où l'on choisissait de travailler ou non, selon une conception de la dignité humaine.

Comment ne pas retrouver, derrière ces mythes qui jalonnent le discours de Gorz, des similitudes avec l'utopie victorienne d'inspiration marxiste de William Morris, *Nouvelles de nulle part* ? L'artiste socialiste William Morris, converti au marxisme, était ébloui par les traditions artisanales médiévales, qu'il opposait à la production industrielle. Dans son roman dont le titre trahit le projet utopique, il brossait dans le récit d'un

1. Karl Marx et Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, présentée et annotée par Gilbert Badia, trad. de Henri Auger, Gilbert Badia, Jean Baudrillard et Renée Cartelle, Paris, Éditions Sociales, 1968, p. 41-65 et *passim*.

2. Gorz, *Capitalisme, socialisme, écologie*, *op. cit.*, p. 152.

3. Voir la description des conditions de vie des apprentis et compagnons imprimeurs parisiens au XVIII^e siècle que Robert Darnton tire de témoignages manuscrits d'ouvriers dans *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, trad. par M.-A. Revellat, Paris, Robert Laffont, 1985, p. 75-98.

rêve le portrait de la société sans classes résultant du dépérissement de l'État. Ce qu'il convient d'appeler l'eschatologie marxiste trouvait dans le roman utopiste de Morris une version poétique dans laquelle l'humanité régénérée atteignait des âges canoniques sans porter les marques de la vieillesse, où chacun faisait avec talent ses propres vêtements, et où la liberté sexuelle responsable et respectueuse des sentiments, dépourvue de la possessivité des conceptions bourgeoises victoriennes, assurait à chacun un épanouissement émotionnel libérateur. Les travaux d'entretien des routes, les moissons étaient assurés par des jeunes gens vigoureux ressemblant à des étudiants sportifs, non plus par des prolétaires au corps dégénéré par l'aliénation. Le travail productif prenait l'aspect d'un loisir sportif. La sphère de l'hétéronomie comme sport, celle de l'autonomie comme artisanat. C'est peut-être l'horizon poétique ultime de la vision utopiste de Gorz, qui rend attachante sa réflexion sérieuse en l'inscrivant dans une tradition intellectuelle – et même spirituelle – forte du mouvement ouvrier¹.

L'UTOPIE DU SYNDICALISME INTÉGRAL

L'utopisme récent de Gorz reste marqué, on l'a déjà indiqué, par un silence relatif sur les modalités *immédiates* de la rupture. Pour Gorz, avant de compter sur les mouvements autonomes comme les SELs, il s'agissait de compter sur la négociation entre les syndicats, les entreprises et les gouvernements pour réorienter l'organisation des activités de la société et de l'économie dans le sens de la priorité à la sphère de l'autonomie. Il est tout à fait représentatif de cette démarche qui clôt *Métamorphoses du travail*, qu'il présente comme synthèse de ses idées de mutation sociale un projet présenté à une organisation syndicale belge. Quand il estimait en 1988 que la quantité de travail nécessaire pourrait se limiter à 1 000 heures par an à la fin du XX^e siècle, il envisageait une croissance du revenu individuel, sans baisse de la croissance des biens produits ou des richesses qui en découlerait. Il assignait à la réforme globale la finalité de permettre à chacun non de percevoir un revenu garanti, mais « de recevoir sous forme

1. William Morris, *News from Nowhere (Nouvelles de nulle part)*, Londres, 1890, dans Asa Briggs (éd.), *News from Nowhere and Selected Writings and Designs*, Harmondsworth, Pelican, 1962, p. 183-301, qu'on peut comparer, sur ce point précis, à Gorz, *Métamorphoses du travail*, *op. cit.*, p. 282.

de revenus réels croissants sa part de la richesse croissante qui est socialement produite ». L'idéal serait que le pouvoir d'achat dépende « non pas de la quantité de travail fournie, mais de la quantité de richesses socialement produites »¹. À mesure que nous parcourons la nouvelle utopie de Gorz, il convient aussi de la critiquer : S'agit-il de scruter la production de chacun dans la sphère de l'autonomie ? S'agit-il d'un travail social « aux pièces » ?

Avant même de parler des moyens de rémunérer le travail de chacun dans un tel cadre et selon de tels principes, Gorz explique que la durée du travail pourrait être calculée sur le temps de la vie entière, sur 20 000 ou 30 000 heures par vie active². Les entreprises paieraient le travail effectué, pour que soit assurée la connaissance des coûts de production, alors qu'une caisse de garantie paierait « les heures de travail économisées grâce à la mutation technique ». Cette caisse serait alimentée par une taxe frappant les productions automatisées, en proportion des économies de travail humain réalisées, et « d'autant plus fortement que leur désirabilité ou utilité sociale est faible »³. Il n'est pas question de faire baisser la compétitivité des entreprises, mais de procéder à « l'institution d'un système de prix politiques reflétant des choix de société ». C'est un pessimisme dans l'action qui domine le dernier paragraphe du projet syndicaliste de Gorz :

Rien ne garantit [...] que ce sens [de l'évolution technique] et ces priorités soient ceux de l'émancipation et de l'autonomie des personnes plutôt que d'une domination et d'un contrôle renforcés sur elles. Le sens du changement en cours est encore indéfini ; il restera l'enjeu des conflits et des mouvements sociaux présents et à venir⁴.

Sommes-nous dans une lutte pour une inévitable victoire de l'autonomie, ou devons-nous parier que le sacrifice du modèle social du travail salarié conduira le plus grand nombre à une meilleure vie dans l'autonomie ? C'est sur ce pari que Gorz semble vouloir faire reposer l'action du mouvement social. N'est-ce pas la faire reposer sur une attitude religieuse ? Sa définition de la « logique syndicale » ne laisse pas d'inquiéter. On voit mal comment articuler cette logique telle qu'elle va maintenant être présentée avec les origines sartriennes et les aspirations libertaires de cet auteur.

C'est en effet à une telle logique que Gorz assigne la mission historique de dépasser les logiques « social-démocrate » et « libérale », et de permettre

1. Gorz, *Métamorphoses du travail*, op. cit., p. 274-275.

2. *Ibid.*, p. 283.

3. *Ibid.*, p. 291.

4. *Ibid.*

les mutations indispensables dans la société, par la lutte, la négociation, et l'influence sur les politiques en mesure de les imposer¹.

Pour que la société change, nous dit Gorz, il faut une sorte d'ascèse individuelle : cette mutation « exige de chaque personne un travail sur soi auquel elle peut être incitée mais qu'aucun État, gouvernement, parti ou syndicat ne peut faire pour elle »². S'agit-il de remplacer l'ascèse intramondaine chère à l'interprétation webérienne de l'éthique protestante par une autre, moins gratifiante spirituellement car sans finalité sotériologique ? On pourrait rapprocher cet appel au travail sur soi de cette nouvelle fonction assignée aux syndicats :

L'influence du mouvement syndical dépend de sa capacité à disputer à l'industrie culturelle, aux marchands de divertissement et de loisirs le monopole qu'ils prétendent acquérir sur la formation des consciences, sur la conception de la société à venir, de la vie et de ses priorités³.

Le syndicat se voit ici doté d'une finalité qui ressemble fort à celle des Églises, puisqu'il s'agirait de la « formation des consciences » et de la définition des priorités de la vie. À aucun moment Gorz ne problématise la question du religieux dans les sociétés actuelles, mais on la sent revenir par un biais inattendu. Que les dimensions religieuses de son énoncé soient seulement tacites ne doit pas surprendre : la concurrence n'est pas incarnée par les organisations religieuses, mais par les industries de la communication. Le pragmatisme des sciences sociales semble ici être battu en brèche par la confiance en la conscience individuelle et en la capacité des organisations syndicales à la façonner.

La mission assignée à l'éducation est aussi marquée par ce genre de réorientation des finalités : il s'agit de permettre ce que d'autres ont appelé depuis l'employabilité des individus, et aussi, dans un domaine qui dépasse la transmission de connaissances et de compétences, même artistiques, des qualités « affectives, relationnelles, morales » et « la capacité de se poser des questions imprévues, de donner sens, de refuser le non-sens même lorsqu'il est logiquement cohérent, etc. »⁴. Peut-on enseigner des qualités affectives – et même morales – sans prêcher ? Est-il cohérent de confier à l'éducation des finalités utilitaires et le développement de la créa-

1. *Ibid.*, p. 284-288.

2. *Ibid.*, p. 276.

3. *Ibid.*, p. 280.

4. *Ibid.*, p. 289-290.

tivité, et peut-on éveiller la créativité sans transmettre une culture pour la développer en suivant cette culture ou en s'y opposant ? Que veut dire « donner sens » ? Peut-on faire advenir cette utopie sans postuler l'avènement de l'homme nouveau ou la destitution de l'homme ancien ? Sous les traits que Gorz lui confère ici, un tel raisonnement social, économique et politique exige en dernière instance une sorte de foi. Le fait que Gorz ait produit ce résumé pour une confédération syndicale d'inspiration chrétienne ne doit pas faire oublier les schèmes utopistes que nous avons déjà repérés par ailleurs¹.

Mais la démarche philosophique et politique de Gorz l'inscrit aussi dans une tradition d'action politique, ce qui permet de comparer ses idées et ses propositions avec celles d'autres mouvements dans les vingt-cinq dernières années.

LE PSU, GORZ ET LA SOCIAL-DÉMOCRATIE FRANÇAISE :
CONVERGENCES ET INCOMPRÉHENSION DES UTOPISTES RÉALISTES

Face au Programme commun de gouvernement d'union de la gauche, le PSU a produit en 1977 un programme autogestionnaire intitulé *L'utopie réaliste*. Rédigé sous la houlette du secrétaire national Michel Mousel, successeur de Michel Rocard et énarque comme lui, ce texte complexe et ambitieux proposait des solutions au chômage qu'on voyait monter, tentait d'ausculter sans recours au marxisme les mutations qui étaient pressenties dans la société industrielle. L'antisoviétisme des pères fondateurs du PSU comme Pierre Mendès France n'avait jamais cessé d'influencer bon nombre de ses membres, et la forte présence en son sein de syndicalistes chrétiens comme ceux qui animèrent le mouvement des Lip à Palente à partir de 1973 n'y était pas pour rien.

Le projet de rupture autogestionnaire avec le capitalisme passait par des solutions décentralisées et par une déconcentration des prises de décisions économiques et politiques. Face aux délocalisations (on ne parlait pas encore de mondialisation), il était question d'utiliser la coopération et l'aide au développement pour rendre économiquement autonomes les

1. L'annexe à *Métamorphoses du travail* est un texte intitulé à l'origine « Les syndicats entre le néo-corporatisme et l'élargissement de leur mission », discuté lors du colloque international « Le syndicalisme en l'an 2000 » organisé par la Confédération des syndicats chrétiens à Bruxelles en décembre 1986.

pays du Tiers Monde (déjà les idées de développement durable) et éviter à leurs ressortissants les traumatismes de l'immigration. Bon nombre d'idées des programmes du PSU dans la période 1977-1981 se retrouvent dans les projets de réforme de Gorz. Pour Gorz dans le « résumé » de *Métamorphoses du travail* que nous venons d'étudier, comme pour le PSU de 1977, il faut « travailler moins pour travailler tous »¹.

Ces changements exigeaient une modification des priorités sociales, comme chez Gorz, entre les priorités de la consommation individuelle et des consommations collectives de biens et de services. Une croissance arbitrée à la baisse, alliée à une augmentation des impôts par l'impôt sur le capital accroîtrait les moyens de l'État pour élargir ses capacités de socialisation des services, dans les domaines de l'éducation pour tous, de la santé et de la culture². Les solutions proposées continuaient à se concentrer sur la présence dans l'entreprise, que ce soit ou non pour produire³. Les utopistes réalistes du PSU persistaient à penser le travailleur comme producteur, à centrer sur l'entreprise la logique de transformation sociale, par les nationalisations, les expropriations et l'abolition de l'accumulation du capital⁴.

Paradoxalement, c'est par la planification locale organisée par en haut que l'autogestion, impliquant direction, salariés et consommateurs dans le contrôle de la production, que l'idéal « vivre et travailler au pays » devait se trouver réalisé. La création de commissions paritaires de réorientation de la production et de l'emploi au niveau local est présente dans bien des programmes économiques du PSU de ces années où il tentait de se distinguer des organisations révolutionnaires et du Programme commun⁵. Les alternatives régionales pour l'emploi, reconsidérant l'organisation de la production selon la logique du « développement autocentré », proposaient un reclassement des salariés menacés de licenciement et l'imposition aux entreprises fermant des sites industriels de contribuer à leur reconversion.

Ce schéma de rupture faisait la part trop belle aux phases de centralisation pour ne pas risquer de ruiner les démarches de dynamisation locale.

1. *Métamorphoses du travail*, op. cit., p. 267 ; *L'utopie réaliste*, op. cit., p. 84.

2. *L'utopie réaliste*, op. cit., p. 85, 135-137.

3. *Ibid.*, p. 97.

4. *Ibid.*, p. 229-249.

5. Commission nationale économique du PSU, *Alternatives régionales pour l'emploi*, Paris, Syros, s.d. (1978 ?), p. 17-20 ; Huguette Bouchardeau et Paul Tréguier, *Pour que vivent les régions*, Paris, Syros, 1980.

De même que chez Gorz, dans *Métamorphoses du travail*, la prise en main par les syndicats de la formation des consciences semble détourner l'individu de son droit à s'épanouir dans la sphère de l'autonomie, l'utopisme qui se veut réaliste ne semble pas pouvoir se départir de certaines contradictions de l'utopisme en général, de même qu'il est souvent tenté de renvoyer à la réforme individuelle. Par exemple, chez Françoise Gollain, profondément inspirée par Gorz, il n'est pas surprenant de trouver un épilogue intitulé « Vers une nouvelle culture de la frugalité »¹. Dans cet idéal de frugalité, on retrouve quelque chose de l'effort sur soi-même de *Métamorphoses du travail*, mais aussi de la réorientation des priorités de la consommation individuelle chère à *L'utopie réaliste*.

Dans les débats de ces dernières années sur la réduction du temps de travail, après le débat sur la fin du travail, l'économiste de gauche Daniel Cohen critique, dans *Nos temps modernes*², les théories de la fin du travail telles qu'il les voit manifestées par Dominique Méda, pour établir le constat d'une société où s'installe, à l'occasion de la flexibilité, le phénomène nouveau du travail sans fin. Dans une enquête du ministère français du Travail publiée au mois de mai 2001 sur les premiers effets de la RTT, on peut se rendre compte que les salariés, s'ils apprécient fort le temps de vie privée et de vie de famille qu'ils ont gagné grâce à elle, se plaignent aussi d'une dégradation notable, en un an, de leurs conditions de travail³. Gorz répondrait, comme il l'a exposé dans *Misères du présent*, que la France a perdu vingt-cinq ans depuis le lancement du slogan « Travailler deux heures par jour » par le collectif Adret en 1977⁴. Il poursuit son combat pour l'autonomie du sujet contre certaines conceptions du communautarisme, mais surtout il s'élève, en s'appuyant sur les travaux de Paul Virilio contre la vitesse et de Toni Negri contre la transformation de l'homme en « cyborg », contre la défaite de l'individu devant la technologie, signe qu'il faut continuer à lutter pour l'autonomie du sujet. Il ajouterait sans doute qu'on n'a tenu compte que d'une réduction du temps de

1. Gollain, *Critique du travail*, op. cit., p. 205-218.

2. Daniel Cohen, *Nos temps modernes*, Paris, Flammarion, 1999.

3. Sondages analysés dans « Les effets de la réduction du temps de travail sur les modes de vie : qu'en pensent les salariés un an après ? », tableaux 3 et 4, *Premières synthèses*, n° 21.1, mai 2001, p. 3.

4. Gorz, *Misères*, op. cit., Épilogue, p. 179-181, et n. 1, p. 179 ; pour la référence à Adret, *Travailler deux heures par jour*, Paris, Le Seuil, 1977.

travail hebdomadaire ou annuel sans penser au temps de travail de toute une vie, qu'on n'a pas réformé les priorités de l'individu, ni tenu compte d'une démarche de « prix politiques », et que l'on n'a pas voulu entendre la distinction entre les deux sphères, qui permettrait de donner à l'humain la priorité dans la sphère, durement conquise, mais pour nous encore passablement obscure, de l'autonomie. En attendant l'autonomisation de la sphère de l'autonomie, continuons à croire à la lutte dans la cité réelle, pour une meilleure cité réelle.